

QUE le décret numéro 618-2016 du 29 juin 2016 soit modifié en conséquence;

QUE madame Natalie Lejeune exerce ses fonctions comme membre avocate à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affectée à la section des affaires sociales, à compter du 1^{er} février 2022;

QUE le décret numéro 76-2009 du 28 janvier 2009 soit modifié en conséquence;

QUE mesdames Carole Beaulieu et Natalie Lejeune bénéficient des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du Québec (chapitre J-3, r. 3.1);

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de mesdames Carole Beaulieu et Natalie Lejeune soit à Montréal.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

75939

Gouvernement du Québec

Décret 1427-2021, 10 novembre 2021

CONCERNANT la nomination d'une membre de la Commission des services juridiques

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (chapitre A-14) la Commission des services juridiques se compose de douze membres choisis parmi les groupes de personnes qui, en raison de leurs activités, sont susceptibles de contribuer d'une façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes juridiques des milieux défavorisés et qui sont nommés par le gouvernement après consultation de ces groupes;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 13 de cette loi les membres de la Commission, autres que le président, le vice-président et ceux visés au dernier alinéa de l'article 12 de cette loi, sont nommés pour trois ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 14 de cette loi chacun des membres de la Commission, y compris le président et le vice-président, demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de cette loi le gouvernement fixe les indemnités et les allocations de présence auxquelles les membres de la Commission ont droit;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 496-2015 du 10 juin 2015 madame Janick Perreault a été nommée de nouveau membre de la Commission des services juridiques, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été effectuée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE madame Joanie Lalonde-Piecharski, notaire, M^e Joanie Lalonde-Piecharski notaire inc., soit nommée membre de la Commission des services juridiques pour un mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de madame Janick Perreault;

QUE madame Joanie Lalonde-Piecharski soit remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux Règles sur les frais de déplacement des présidents, vice-présidents et membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

75940

Gouvernement du Québec

Décret 1428-2021, 10 novembre 2021

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec au Sommet du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA) qui se tiendra les 11 et 12 novembre 2021

ATTENDU QUE le Sommet du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA) se tiendra à Paris (France), les 11 et 12 novembre 2021;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 34 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ou réunion internationale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE la ministre des Relations internationales et de la Francophonie suppléante, madame Geneviève Guilbault, dirige la délégation officielle du Québec au Sommet du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA) qui se tiendra les 11 et 12 novembre 2021;

QUE la délégation officielle du Québec, outre la ministre, soit composée de :

— Madame Hélène Drainville, sous-ministre adjointe aux Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales, ministère des Relations internationales et de la Francophonie;

— Monsieur Mathieu Gervais, sous-ministre adjoint à la science et à l'innovation, ministère de l'Économie et de l'Innovation;

QUE la délégation officielle du Québec au Sommet du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA) soit mandatée pour exposer les positions du gouvernement du Québec et ait pleins pouvoirs pour faire valoir les intérêts de ce gouvernement, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

75941

Gouvernement du Québec

Décret 1429-2021, 10 novembre 2021

CONCERNANT la nomination de membres indépendants au conseil d'administration de la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1 de la Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (chapitre S-10.2) est instituée la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 52 de cette loi la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique est substituée à la Régie des installations olympiques;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 57 de cette loi le mandat des membres du conseil d'administration de la Régie des installations olympiques est, pour

sa durée non écoulée, poursuivi aux mêmes conditions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau conformément à la présente loi;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de cette loi la Société est administrée par un conseil d'administration composé de treize membres, dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 16 de cette loi le gouvernement nomme les membres du conseil d'administration, autres que le président de celui-ci et le président-directeur général, en tenant compte des profils de compétence et d'expérience approuvées par le conseil;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 16 de cette loi ces membres sont nommés pour un mandat d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 18 de cette loi les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 986-2016 du 9 novembre 2016 madame Julie Favreau-Lavoie a été nommée membre indépendante du conseil d'administration de la Régie des installations olympiques, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 673-2017 du 28 juin 2017 monsieur Paul Arsenault a été nommé de nouveau membre indépendant du conseil d'administration de la Régie des installations olympiques, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'un poste au sein du conseil d'administration de la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique est à pourvoir;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE madame Julie Favreau-Lavoie, directrice, division stratégie, Brodeur Frenette S.A., soit nommée de nouveau membre indépendante du conseil d'administration de la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique pour un mandat de quatre ans à compter des présentes;